



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

CE DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES
RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux publics et
services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet Entraînement au tir et à la conduit	
Solicitation No. - N° de l'invitation W3048-19KE31/A	Date 2018-10-25
Client Reference No. - N° de référence du client W3048-19KE31	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-615-7606	
File No. - N° de dossier KIN-8-50096 (615)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-11-19	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Denbeigh, Andrew	Buyer Id - Id de l'acheteur kin615
Telephone No. - N° de téléphone (613) 484-1586 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE Attn. Bldg 14 Supply 8355 Franktown Rd (Contractor's Facility) Richmond Ontario K0A2Z0 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
1.4 ENTENTE DE NON-DIVULGATION.....	4
1.5 PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS EN PHASES	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	7
2.5 LOIS APPLICABLES	7
2.6 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AUX BESOINS PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	10
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	10
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	14
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	15
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	15
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	15
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	17
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	17
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	17
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	18
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	18
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	19
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	19
7.4 DURÉE DU CONTRAT.....	22
7.5 RESPONSABLES.....	22
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	23
7.7 PAIEMENT	23
7.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	25
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	25
7.10 LOIS APPLICABLES	25
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	25
7.12 ASSURANCES.....	26
7.13 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER)	26
7.14 ENTENTE DE NON-DIVULGATION.....	26
ANNEXE « A »	27

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W3048-19KE31/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W3048-19-KE31

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50096

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ÉNONCÉ DES TRAVAUX	27
ANNEXE « B »	36
BASE DE PAIEMENT	36
ANNEXE « C »	40
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	40
ANNEXE « D »	45
ENTENTE DE NON-DIVULGATION	45
ANNEXE « E »	46
FORMULAIRE MDN 626 AUTORISATION DE TÂCHES	46
ANNEXE « F »	47
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES DE CERTIFICATION	47
ANNEXE « G » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	48
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	48
ANNEXE « H » DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	49
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION	49
ANNEXE « I » DE LA PARTIE 4 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	50
EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES	50

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, l'Entente de non-divulgaration, le formulaire MDN 626 Autorisation de tâches, l'information supplémentaire de certification, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, et les exigences techniques obligatoires.

1.2 Sommaire

- 1.2.1 Le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin des services d'un entrepreneur pour fournir une installation tout compris, ainsi qu'un entraînement au tir et à la conduite au niveau tactique de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2019, avec la possibilité de prolonger le contrat jusqu'au 31 mars 2020. Dès l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit immédiatement fournir ces services du 11 janvier 2019 au 24 février 2019 pour 50 personnes.
- 1.2.2 Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- 1.2.3 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

-
- 1.2.4 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Entente de non-divulgaration

L'entrepreneur doit obtenir de son ou ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgaration, incluse à l'annexe D, remplie et signée et l'envoyer au responsable technique avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.

1.5 Processus de conformité des soumissions en phases

Le Processus de conformité des soumissions en phases (« PCSP ») s'applique à ce besoin.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2018-05-22) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- la date de la cessation d'emploi;
- le montant du paiement forfaitaire;
- le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 15 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par le service Connexion postal ou par télécopieur ne seront pas acceptées.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

Section I : Soumission technique (2 exemplaire papier)

Section II : Soumission financière (1 exemplaire papier)

Section III : Attestations (1 exemplaire papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe « B ».

3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « G » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « G » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.3 Fluctuation du taux de change

[C3011T](#) (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation « techniques », et « financiers ».
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

4.1.1.1 Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (22-05-2018) Instructions uniformisées – biens ou services –

besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).

- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 Phase I: Soumission financière:

- a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera

considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.

- h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.

- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter ou diminuer les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

1.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1 Critères techniques obligatoires

Chaque soumission sera examinée afin de déterminer si elle répond aux exigences obligatoires de l'appel d'offres. Les soumissions qui ne sont pas conformes à toutes les exigences obligatoires seront considérées comme non recevables et seront disqualifiées. Les critères d'évaluation obligatoires sont décrits à l'annexe « I » de la partie 4 de la demande de soumissions – Critères techniques obligatoires.

Le processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera pour tous les critères techniques obligatoires.

4.1.3 Évaluation financière

4.1.3.1 Critères financiers obligatoires

Le soumissionnaire doit remplir une soumission financière et la soumettre conformément à l'annexe B – Base de paiement. Taxes applicables exclues et taxes d'accise incluses.

Les soumissionnaires doivent fournir un prix (ou un pourcentage, le cas échéant) pour tous les articles énumérés à l'annexe B – Base de paiement, Barèmes de prix « A » et « B » inclusivement.

4.1.3.2 Évaluation du prix

Le prix de la soumission sera évalué en dollars américains, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.1.3.3 Calcul du prix évalué

Pour chaque article (à l'exception des articles 25 et 26), l'utilisation réelle ou estimée sera multipliée par le prix unitaire associé pour calculer le prix étendu de l'article. Pour les articles 25 et 26, le pourcentage de majoration/réduction sera appliqué à la dépense estimée pour calculer le prix calculé de l'article.

Le prix évalué sera la somme de tous les prix calculés pour tous les articles et toutes les périodes de tarification.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques et financière obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W3048-19KE31/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W3048-19-KE31

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50096

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#) remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

Clause du *Guide des CCUA* A3005T (2010-08-16), Statut et disponibilité du personnel

5.2.3.2 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA* A3010T (2010-08-16), Études et expérience

5.2.3.3 Soutien des prix - soumission non concurrentielle

Clause du *Guide des CCUA* C0008T (2007-05-25), Soutien des prix - soumission non concurrentielle

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7– Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Capacité financière

Clause du *Guide des CCUA* A9033T (2012-07-16), Capacité financière

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

7.1.2 Autorisation de tâches

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

7.1.2.1 Processus d'autorisation de tâches

1. Le chargé de projet fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du Formulaire d'autorisation des tâches DND 626.
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les 24 heures suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au chargé de projet le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par chargé de projet. L'entrepreneur reconnaît qu'avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

7.1.2.2 Limite d'autorisation de tâches

Le chargé de projet peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 100 000 \$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autorisée par le l'autorité contractante avant d'être émise.

7.1.2.3 Obligation du Canada – portion des travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches

Clause du *Guide des CCUA* **B9031C** (2011-05-16), Obligation du Canada – portion des travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches

7.1.2.4 Autorisation de tâches – ministère de la Défense nationale

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par chargé de projet. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

2035 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

[Note aux soumissionnaires: le Canada insérera point 7.3.1 ou 7.3.2 à l'attribution du contrat]

7.3.1 Exigence en matière de sécurité pour entrepreneur Canadien

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)**.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens CLASSIFIÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.3.2 Exigence en matière de sécurité pour entrepreneur étranger

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

Tous les renseignements et les biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** fournis à l'entrepreneur / à l'offrant / au sous-traitant étranger destinataire doivent être protégés comme suit:

1. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution **du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance**, détenir une Attestation de sécurité d'installation valide, délivrée par l'autorité nationale de la

- sécurité (ANS) ou l'autorité désignée en matière de sécurité (ADS) **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**, d'un niveau équivalent à **SECRET**, et posséder une Cote de protection de documents de niveau **SECRET**.
2. Dans l'éventualité du retrait de la partie destinataire ou à la fin **du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance**, tous les renseignements et les biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** fournis ou produits en vertu **du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance** continueront d'être protégés, conformément aux politiques nationales **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**.
 3. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire assurera une protection des renseignements et des biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** aussi stricte que celle mise en œuvre par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques, aux lois et aux règlements nationaux en matière de sécurité nationale, et comme prévu par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**.
 4. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire doit attribuer à tous les renseignements et biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** qui lui sont fournis par le gouvernement du Canada en vertu **du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance** la cote de sécurité équivalente utilisée par **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**, conformément aux politiques nationales **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**.
 5. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution **du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance** veiller à ce que le transfert des renseignements et des biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** soit effectué conformément aux politiques nationales **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** et aux dispositions du Protocole d'entente bilatérale sur la sécurité industrielle signé par **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** et le Canada.
 6. À la fin des travaux, **l'entrepreneur/l'offrant/le sous-traitant** étranger destinataire doit restituer au gouvernement du Canada, par l'entremise des circuits officiels, tous les renseignements et les biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** qu'il aura reçu ou produit en vertu **du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance**, y compris tous les renseignements et les biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** remis à ses sous-traitants ou produits par eux.
 7. Pour la durée de **ce contrat / cette offre à commandes / ce contrat de sous-traitance**, **l'entrepreneur / l'offrant / le sous-traitant** étranger destinataire doit se conformer aux politiques de son pays concernant l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées canadiennes. De plus, il doit immédiatement signaler à son administration nationale de la sécurité (ANS) tous les cas dans lesquels il sait où a lieu de croire que des marchandises contrôlées fournies ou produites en vertu de **ce contrat / cette offre à commandes / ce contrat de sous-traitance** ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées, notamment à une tiers entité, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants. La perte ou la compromission de marchandises contrôlées canadiennes lors de leur traitement à l'extérieur du Canada devrait être signalée immédiatement à l'autorité gouvernementale canadienne propriétaire des marchandises contrôlées canadiennes, par exemple le ministère canadien qui a émis les marchandises contrôlées canadiennes à **l'entrepreneur / à l'offrant / au sous-traitant** étranger bénéficiaire, dans le cadre de son **contrat / l'offre à commandes / contrat de sous-traitance**. La *Loi sur la production de défense* (LPD) définit le terme « marchandises contrôlées » (S.35).
 8. Les renseignements et les biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** doivent être divulgués uniquement aux membres du personnel **de l'entrepreneur / de l'offrant / du sous-traitant** étranger destinataire qui en ont besoin pour exécuter **le contrat / l'offre à commandes / le contrat de sous-traitance** et qui sont titulaires d'une Attestation de sécurité du personnel de niveau **SECRET**, accordée par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**, conformément aux politiques nationales **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**.
 9. Les renseignements/biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** fournis ou produits dans le cadre **du présent contrat/de la présente offre à commandes/du présent contrat de sous-traitance**

ne doivent pas être remis à un autre sous-traitant étranger destinataire, sauf dans les cas suivants:

- a. l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de l'autre sous-traitant étranger destinataire atteste par écrit que ce dernier a obtenu l'approbation d'accès aux renseignements/biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** par l'intermédiaire de son ANS ou de son ADS;
 - b. l'ANS ou l'ADS **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** donne son autorisation écrite lorsque l'autre sous-traitant destinataire étranger est situé dans un autre pays.
10. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de **l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) concernée, conformément aux politiques nationales DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.**
 11. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas utiliser les renseignements /biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** pour répondre à des besoins distincts de l'exécution **du contrat/de l'offre à commandes/du contrat de sous-traitance** sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'ADS du Canada.
 12. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire visitant des sites gouvernementaux ou industriels canadiens dans le cadre du contrat doit soumettre une demande de visite à l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du Canada, par l'entremise de son administration nationale de la sécurité (ANS) ou son administration désignée en matière de sécurité (ADS).
 13. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadienne tous les cas pour lesquels il sait où il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** obtenus dans le cadre **du présent contrat / de la présente offre à commandes / du présent contrat de sous-traitance** ont été compromis.
 14. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit immédiatement signaler à son administration nationale de la sécurité (ANS) ou à son administration désignée en matière de sécurité (ADS) tous les cas dans lesquels il sait où il a lieu de croire que des renseignements /biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** fournis ou produits par **l'entrepreneur / l'offrant / le sous-traitant** étranger destinataire conformément **au présent contrat / à la présente offre à commandes / au présent contrat de sous-traitance** ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées.
 15. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire ne doit pas divulguer les renseignements/biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ** à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'intermédiaire de l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou de l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du destinataire.
 16. **L'entrepreneur/L'offrant/Le sous-traitant** étranger destinataire doit respecter les dispositions énoncées dans le protocole d'entente bilatéral en matière de sécurité industrielle et un protocole d'entente bilatéral ou multinational conclu entre **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** et le Canada pour déterminer les niveaux d'équivalence.
 17. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité figurant à l'Annexe C.
 18. **L'entrepreneur / L'offrant / Le sous-traitant** étranger destinataire doit utiliser le tableau des équivalences fourni ci-dessous conjointement avec les paragraphes précédents, conformément aux politiques nationales **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** et aux dispositions énoncées dans le protocole d'entente bilatéral en matière de sécurité industrielle et un protocole d'entente bilatéral ou multinational conclu entre **DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** et le Canada, pour déterminer les niveaux d'équivalence des renseignements/biens de niveau **ÉTRANGER CLASSIFIÉ SECRET**.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W3048-19KE31/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W3048-19-KE31

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50096

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

TABLEAU DES ÉQUIVALENCES ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE CANADA

CANADA	ÉTATS-UNIS
SECRET	SECRET

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2019 inclusivement.

7.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 1 période(s) supplémentaire(s) de 1 année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 15 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom: Andrew Denbeigh
Titre: Spécialiste en approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Région de l'Ontario
Des Acquisitions Kingston
Adresse : 86 rue Clarence, 2ième étage

Téléphone: (613) 484-1686
Télécopieur: (613) 545-8067
Courriel: Andrew.Denbeigh@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est : *[sera fournie par l'autorité contractuelle à l'attribution du contrat]*

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant,

celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur *[à remplir par le soumissionnaire]*

Nom : _____

Titre : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Paiement

7.7.1 Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)

Pour les travaux décrits comme "Besoin immédiat" dans l'énoncé des travaux de l'annexe "A" et la barème de prix "A" de l'annexe "B" :

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé selon le prix ferme de *[à insérer à l'attribution du contrat]*. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.7.2 Base de paiement – Limitation financière – Autorisation de travail individuelle pour commandes subséquentes au contrat

Pour les travaux décrits au barème de prix "B" de la base de paiement à l'annexe "B" :

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur sera payé selon le(les) prix unitaire(s) ferme(s) conformément à l'annexe B - Base de paiement, comme précisé dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.7.3 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de 500,000 \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.7.4 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* [H1008C](#) (2008-05-12), Paiement mensuel

7.7.5 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.7.6 T1204 - demande directe du ministère client

Clause du *Guide des CCUA* A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

7.7.7 Contrôle du temps

Clause du *Guide des CCUA* [C0711C](#) (2008-05-12), Contrôle du temps

7.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - a. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales - [2035](#) (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- c) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- d) l'Annexe « B », Base de paiement;
- e) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- f) l'Annexe « E », Entente de Non-Divulgence
- g) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____. [Le Canada insérera de l'information au l'attribution du contrat]

7.12 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28), Assurances

7.13 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du *Guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.14 Entente de non-divulgence

L'entrepreneur doit obtenir de son ou ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgence, incluse à l'annexe D, remplie et signée et l'envoyer au chargé de projet avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.

ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES TRAVAUX

ENTRAÎNEMENT AU TIR ET À LA CONDUITE AU NIVEAU TACTIQUE AVANCÉ

1.0 PORTÉE

1.1 Objectif

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin des services d'un entrepreneur pour fournir une ou des installations d'entraînement et des instructions pour l'entraînement au tir et à la conduite au niveau tactique du 11 janvier 2019 au 24 février 2019 et éventuellement pour des périodes supplémentaires pendant la durée du contrat.

1.2 Contexte

Le MDN a un besoin opérationnel d'entraînement au tir et à la conduite à un niveau tactique avancé pour développer et maintenir ses compétences uniques. Les membres des Forces armées canadiennes (FAC) doivent manipuler plusieurs plateformes de systèmes d'armes différentes, conduire divers types de véhicules et s'entraîner au combat et participer à des exercices de protection selon les normes les plus élevées possible.

1.3 Abréviations et acronymes

DMA	Date « meilleur avant »
°C	Degrés Celsius
FAC	Forces armées canadiennes
MDN	Ministère de la Défense nationale
°F	Degrés Fahrenheit
Kg	Kilogrammes
Km	Kilomètres
Lb	Livres (système impérial)
QNE	Quantité net d'explosifs
TTP	Tactiques, techniques et procédures
Jour	Période de 24 heures d'un jour civil
Per diem	Période quotidienne de 8 heures par jour civil

2.0 EXIGENCES

2.1 Généralités

Afin de remplir son mandat opérationnel, le MDN exige que l'installation de l'entrepreneur soit située à moins de trois heures de vol d'Ottawa (Ontario, Canada) (d'après les heures de vol publiées des compagnies aériennes commerciales) et à moins de 120,7 km (75 milles) de l'aéroport, ainsi que dans le fuseau horaire de l'Est.

2.2 Climat

L'installation du soumissionnaire doit être située dans une région où la température minimale moyenne en hiver n'est pas inférieure à -5 °C (23 °F) et la température maximale moyenne en été n'est pas supérieure à 35 °C (95 °F) pour faciliter des conditions propices à l'entraînement du conducteur et du tireur tactique pendant toute l'année.

2.3 Entraînement

2.3.1 Entraînement au tir L'entraînement au tir sera donné par des instructeurs du MDN à l'installation de l'entrepreneur entre le 11 janvier 2019 et le 24 février 2019 :

- a) Pistolet (types et modèles variés);
- b) Fusil de chasse (modèle et types de munitions variés);
- c) Carabine (types et modèles variés); et
- d) Entraînement combiné pistolet et carabine (types et modèles variés).

2.3.2 Entraînement à la conduite L'entraînement à la conduite au niveau tactique suivant sera donné à l'installation de l'entrepreneur et sera bonifiée par l'intervention d'instructeurs de l'entrepreneur entre le 14 et le 17 janvier 2019 :

- a) Conduite lors d'intervention d'urgence Cet entraînement comprend une leçon en classe et des exercices pratiques (avec véhicules munis et non munis de système de freinage antiblocage). Les techniques de conduite suivantes doivent faire l'objet d'un enseignement, sans toutefois s'y limiter :
 - i) Récupération hors route;
 - ii) Exercices de freinage en ligne droite;
 - iii) Exercices de virage en appliquant les freins;
 - iv) Exercices de freinage lors d'un virage;
 - v) Slalom;
 - vi) Exercices de conduite avec évitement d'obstacles multiples;
 - vii) Exercices de réponse instinctive (avec surprise); et
 - viii) Contrôle du dérapage sur une aire de dérapage (mouillée et sèche)
- b) Conduite en situation de congestion (en ville) Cet entraînement doit inclure des situations où il existe des « règles de route » inconnues ou incertaines;
 - i) Technique de conduite tactique de proximité et en mouvement constant;
- c) Conduire au-delà des limites normales. Cette formation doit comprendre des leçons en classe et des exercices pratiques, y compris, mais sans s'y limiter, les techniques suivantes :
 - i) Techniques de conduite à grande vitesse;
 - ii) Considérations relatives à la distance visuelle minimale;
 - iii) Intersections et panneaux d'arrêt;
 - iv) Concepts de route entière;
 - v) Concepts de voies restreintes;
 - vi) Techniques de prise de virage;
 - vii) Zones de freinage;
 - viii) Préparation au virage;
 - ix) Tourner et freiner à l'entrée d'une courbe;
 - x) Orienter et équilibrer le véhicule;
 - xi) Sortir du virage en gardant le contrôle du véhicule.
- d) Actions d'évitement;
- e) Conducteur inapte – exercices de conduite à partir du siège du passager;
- f) Contrer une menace;
- g) Foncer dans des barricades;
- h) Rouler en marche arrière;

- i) Virage en Y – demi-tour à 180°;
- j) Conduite de nuit; en convoi ou de façon individuelle avec un guide ou en portant des lunettes de vision nocturne pour englober les techniques urbaines;
- k) Reconnaissance d'attaque, qui inclut :
 - i) Attaque simulée d'un ou de plusieurs véhicules et réaction d'évitement; et,
 - ii) Scénarios de simulation d'attaque et d'action d'évitement avec un ou plusieurs véhicules.
 - iii) Le circuit automobile doit avoir une zone d'embuscade où un incendie peut être déclenché.

2.3.3 Entraînement sur l'insertion et l'extraction Les instructeurs du MDN donneront la formation suivante sur l'insertion et l'extraction à l'installation de l'entrepreneur entre le 18 et le 26 janvier 2019 :

- a) Procédures de sécurité et d'urgence pour les hélicoptères;
- b) Réparation de base avec de la corde;
- c) Faire des nœuds;
- d) Harnais improvisés pour l'extraction; et
- e) Insertion-extraction par hélicoptère de jour comme de nuit :
 - i) Descente en rappel;
 - ii) Descente rapide; et
 - iii) Vol stationnaire à basse altitude.

3.0 PRODUITS LIVRABLES

3.1 Installation

3.1.1 Salles de classe. L'entrepreneur doit fournir un accès exclusif aux membres des FCA pendant toute de la période d'entraînement, y compris pendant les périodes à laquelle la salle de classe n'est pas utilisée en raison de l'entraînement pratique. Un minimum de trois (3) salles de classe qui permettent les activités suivantes;

- a. Une salle de classe pour la formation théorique à la conduite par le responsable de la formation de l'entrepreneur;
- b. Une salle de classe pour la formation théorique au tir tactique par le responsable du MDN;
- c. Une salle de classe immédiatement adjacente ou rattachée à l'installation pour faciliter la coordination et la planification de l'instructeur;
- d. Chaque salle de classe doit être équipée de tableaux blancs interactifs ou standard;
- e. Chaque salle de classe doit être câblée pour permettre la projection électronique du matériel; et,
- f. Chaque salle de classe doit avoir une capacité d'occupation minimale de 40 stagiaires.

3.1.2 Salle pour la pratique des techniques d'autodéfense L'entrepreneur doit fournir ce qui suit entre le 4 et le 22 février 2019 :

- a. Une salle pour la pratique des techniques d'autodéfense pouvant accueillir un minimum de vingt (20) stagiaires;
- b. Des tapis protecteurs approuvés pour l'entraînement aux techniques d'autodéfense dans les domaines des arts martiaux mixtes; ju-jitsu brésilien, judo, etc.

3.1.3 Salle d'entreposage L'entrepreneur doit assurer l'entreposage sécuritaire sur place du matériel et de l'équipement. L'aire ou les aires d'entreposage doivent :

- a. Être sec et étanche;
- b. pouvoir être verrouillés par le MDN et pouvoir contenir les l'équipement personnel pour un volume total de 3 200 pieds cubes;

- c. Avoir une voûte sécurisée, accessible par code, pour le l'entreposage d'équipements et des armes numérotés.

3.1.4 Hébergement L'entrepreneur doit fournir des locaux pouvant accueillir jusqu'à 50 personnes, équipés de :

- a. Toilettes avec eau potable courante et plomberie (douches, lavabos, toilettes, etc.);
- b. Buanderie;
- c. Gymnase;
- d. Zones de nettoyage des armes;
- e. Hébergement avec dortoirs ou chambre à deux lits;
- f. Des lits distincts pour chaque personne;
- g. Zones distinctes pour hommes et femmes.

3.2 Zone d'entraînement et champs de tir L'entrepreneur doit fournir au MDN, pour toute la durée de l'entraînement, un usage exclusif à des champs de tir à courte et à longue distance pour les armes à feu réelles de différents types de calibre. Les types de champs de tir sont les suivants :

3.2.1 Champ de tir avec bâtiments Un (1) complexe de grande taille pouvant accueillir jusqu'à 50 stagiaires. Le complexe doit comprendre les éléments suivants :

- a. Offrir un minimum de deux (2) bâtiments à plusieurs étages;
- b. Être configurés pour permettre l'entraînement avec des munitions de simulation (c.-à-d. de marque Simunition®), de jour comme de nuit;
- c. Permettre l'utilisation de pièces pyrotechniques;
- d. Permettre d'avoir recours à des personnes jouant le rôle de « forces d'opposition »;
- e. Avoir plusieurs configurations permettre l'entrée avec utilisation de charges explosives.
- f. Être accessible par un minimum de quatre (4) véhicules pour la manœuvre tactique du personnel;
- g. Offrir un minimum de quatre (4) types de cages d'escalier;
- h. Comprendre différents types de cages d'escalier, intérieures et extérieures, y compris des cages fermées (pas d'espace entre les volées) et des cages ouvertes (espace entre les volées), ainsi que des cages murales et non murées avec mains courantes;
- i. Avoir des contremarches, ouvertes et fermées;
- j. Avoir un circuit fermé, de l'aide audiovisuelle, un multiagencement, une aire pour donner de la rétroaction.

3.2.2 Deux champs de tir plats Ces champs doivent avoir :

- a. Des cibles situées entre 15 et 300 pieds ou entre 4 572 et 91,44 mètres de distance;
- b. Au moins trente (30) couloirs de tir;
- c. Deux tours de deux étages à l'arrière du champ de tir pour les plateformes de tir surélevées;
- d. Un système de cible pneumatique ou mécanique qui s'adapte aux cibles mobiles et aux plaques tombantes pour un entraînement au tir au niveau tactique.

3.2.3 Champ de tir réactif au métal informatisé Ce champ de tir doit :

- Comprendre au minimum, huit (8) couloirs de tir;
- permettre de tirer avec différents types d'armes jusqu'au calibre 5,56 mm;
- Comprendre diverses cibles en métal réactif informatisées à des distances variant entre 5 et 15 mètres; et

- Un nombre illimité de combinaisons de cibles informatisées.

3.2.4 Champ de tir à portée inconnue Ce champ de doit :

- Avoir une portée non marquée (minimum de 800 verges ou 731,52 mètres) avec un minimum de dix (10) couloirs de tir;
- Permettre l'entraînement à la démolition par pénétration, en particulier pour le tir à travers différents obstacles (verre, bois, cloison sèche et béton).
- Inclure au moins un (1) bâtiment de deux (2) étages (avec différentes hauteurs de fenêtre à partir desquelles tirer);
- Fournir une portée pour diverses armes et calibres jusqu'à un calibre de 0,50.

3.2.5 Secteur d'entraînement avec bâtiments Le secteur d'entraînement doit comprendre les éléments ci-dessous

- Comprendre une zone de lutte dans les zones bâties pour accueillir jusqu'à vingt-huit (28) personnes pour :
 - le combat intérieur,
 - le combat rapproché, et,
 - pour la pratique et la confirmation des techniques d'ouverture de brèches et de protection d'un bâtiment.
- Comprendre un (1) ou des bâtiments dotés d'une protection balistique afin d'assurer la sécurité des personnes qui se trouvent dans les différentes salles;
- Comprendre des éléments d'infrastructure comme des portes, des murs et des fenêtres pour les exercices d'ouverture de brèches et devant être construits, réparés et remplacés par l'entrepreneur, au besoin;
- Comporter un podium pour les instructeurs;
- Permettre l'utilisation de pièces pyrotechniques et d'armes conçues pour les maisons de tir, de calibres pouvant aller jusqu'à 7,62 mm (munitions frangibles, c.-à-d. se désintégrant);
- Posséder un système de récupération de balles pour les engagements de haut calibre (jusqu'à 0,50);
- Avoir un pavillon d'exercice de combat rapproché pouvant accueillir des tirs extérieurs de tireurs d'élite d'une distance d'au moins 200 mètres ou 656 128 pieds;
- comprendre une enceinte extérieure pour l'ouverture de brèche en direct pouvant supporter une charge de 4 lb ou 1 814 kg.

3.3.0 Une formation de 24 heures sur 24 sur le feu réel et les explosifs, sans restrictions locales en matière de bruit dans tout le secteur d'entraînement.

3.4 Cibles

Les cibles doivent être à portée de tir :

- Inclure, au minimum, du papier et de l'acier, avec ou sans cibles de silhouette;
- Supporter des tirs réels provenant des types d'armes suivants : calibre 50; calibre 0,338; 7,62 mm; 5,56 mm.

3.5 Circuit automobile. L'entrepreneur doit fournir une variété de circuits automobiles :

- 3.5.1** Circuit automobile de conduite générale pavée d'agrégats mixtes (macadam, asphalte, béton, etc.);
- 3.5.2** Double voie de conduite pour permettre de rouler en ligne droite et dans les virages serrés (positif et négatif);
- 3.5.3** Circuit tactique revêtu d'agrégats mixtes (macadam, asphalte, béton, etc.) permettant la conduite en double voiture et adaptée aux techniques décrites au paragraphe 2.2.2. ci-dessus;
- a. Ce circuit doit pouvoir incorporer des intersections à quatre voies et des rues secondaires au besoin; et,
 - b. Ce circuit doit avoir des parties modifiables pour permettre le tir en direct à partir des véhicules.
- 3.5.4** La zone de conduite hors route doit avoir une boucle d'au moins 2,5 milles ou 4,02 km incluant les caractéristiques suivantes :
- a. Côtes;
 - b. Plan d'eau (ruisseaux, ruisseaux pour le gué);
 - c. Zones boueuses;
 - d. Zones sablonneuses;
 - e. Terrain rocheux;
 - f. Gravier meuble;
 - g. Terrain ondulé : pentes (vers le haut), déclinaisons (vers le bas), inclinaisons (latérales) et pentes (vers le haut et vers le bas).

3.6 Installations d'insertion et d'extraction

- 3.6.1** L'entrepreneur doit fournir un terrain d'une superficie de 3 000 000 m² pour que les hélicoptères du MDN le survolent. Le terrain doit avoir les caractéristiques suivantes :
- a. Deux aires d'atterrissage d'hélicoptère en béton de 3 000 m²;
 - b. Deux zones d'atterrissage d'hélicoptère en gravier ou en terre battue de 3 000 m²;
 - c. Un secteur d'entraînement boisé d'une superficie de 1 000 000 m² utilisable pour l'insertion d'hélicoptères dans les arbres;
 - d. Cinq champs ouverts d'une superficie totale de plus de 350 000 m² pour accueillir d'autres sites d'atterrissage;
 - e. Une tour de répulsion;
 - f. Structures à deux ou quatre étages utilisables pour des insertions d'hélicoptères.

4.0 SOUTIEN

L'entrepreneur doit fournir le personnel de soutien suivant pour aider le MDN :

4.1 Instructeurs

Au besoin, l'entrepreneur doit fournir un minimum d'un (1) à un maximum de dix (10) instructeurs pour compléter et/ou appuyer les instructeurs fournis par le MDN pendant l'entraînement à la conduite. L'agent de liaison du MDN confirmera le nombre exact sur demande. Les instructeurs doivent posséder l'expérience suivante :

- 4.1.1** Instructeurs ayant au moins cinq (5) ans d'expérience opérationnelle dans des opérations militaires ou d'application de la loi;

4.1.2 Les instructeurs doivent avoir enseigné la conduite tactique pendant au moins deux (2) ans; et

4.1.3 Les instructeurs ne doivent avoir aucun « trou » dans leur période de qualification ou de certification en lien avec leurs qualifications ou leurs certifications liées au tir et à la conduite tactiques à un niveau avancé.

4.2 Gestionnaire de programme

L'entrepreneur doit désigner une personne pour rencontrer quotidiennement l'agent de liaison afin de valider la coordination des besoins en formation. Le gestionnaire du programme doit posséder l'expérience suivante :

4.2.1 Posséder un minimum de trois (3) ans d'expérience en formation militaire ou en application de la loi; et

4.2.2 Avoir suivi une formation militaire ou policière pendant au moins trois (3) ans.

4.3 Coordonnateur de la logistique

L'entrepreneur doit désigner une personne pour rencontrer l'agent de liaison afin de discuter des questions relatives aux locaux et à l'installation. Le coordonnateur de la logistique doit posséder l'expérience suivante :

4.3.1 Un minimum de trois (3) ans d'expérience en formation militaire ou en application de la loi;

4.3.2 Une formation militaire ou sur l'application de la loi depuis au moins trois (3) ans.

4.4 Personnel de sécurité au champ de tir

L'entrepreneur doit désigner une personne pour rencontrer quotidiennement l'agent de liaison du MDN afin de valider les exigences en matière de sécurité des champs de tir. Sur demande, le MDN peut demander le soutien du personnel de sécurité du champ de tir au fur et à mesure des besoins pendant toute la durée du contrat. Le personnel de sécurité au champ de tir doit posséder l'expérience suivante :

4.4.1 Posséder un minimum de cinq (5) ans d'expérience opérationnelle dans des opérations militaires ou d'application de la loi;

4.4.2 Avoir géré des champs de tir et d'entraînement tactiques pendant au moins deux (2) ans; et

4.4.3 N'avoir aucun « trou » dans leur période de qualification ou de certification en lien avec leurs qualifications ou leur certification liée au tir et à la conduite tactiques à un niveau avancé.

4.5 Soutien logistique

4.5.1 Rations

- a. Du 11 janvier 2019 au 24 février 2019, l'entrepreneur doit fournir jusqu'à trois (3) repas par jour dans une salle à manger suffisamment grande pour accueillir 50 personnes.

4.5.2 Nettoyage du champ de tir L'entrepreneur sera responsable du nettoyage de tous les champs de tir après l'achèvement de chaque scénario, à la demande de l'agent de liaison du MDN.

4.5.3 Véhicules L'entrepreneur doit fournir l'accès à une variété de véhicules pour l'entraînement à la conduite.

- a. Véhicule d'entraînement principal (berline 4 portes avec transmission automatique), quantité quinze (15);
- b. Véhicule utilitaire sport (avec transmission automatique), quantité dix (10). Au moins six (6) entre eux doivent avoir un centre de gravité élevé (c.-à-d. un véhicule de type suburbain);
- c. Véhicule d'entraînement hors route (4x4, transmission manuelle), quantité dix (10);
- d. Véhicules cibles consommables (véhicules non opérationnels à utiliser comme véhicules de blocage ou de barricade sur lesquels il est possible de tirer ou qui peuvent être percutés), quantité sept (7);
- e. Six (6) véhicules pouvant subir des dommages matériels lors de l'exercice de techniques de conduite, telles que l'enfoncement lors de passage à travers de barricades et d'attaque simulée simple ou multiple et la réaction d'évitement. Il n'y aura aucuns frais pour tout dommage encouru sur ces véhicules durant leur utilisation par le MDN.

4,6 Intervention médicale et d'urgence. Les installations doivent se trouver à moins de 60 km (40 milles) d'un hôpital civil doté de capacités d'intervention en cas de traumatisme appropriées et capable de traiter les types de blessures (p. ex. chutes, brûlures, blessures par explosion, etc.) qui peuvent être occasionnées en raison de ce type d'entraînement. L'hôpital doit avoir une capacité minimale de niveau 2 (selon l'American Trauma Society et Agrément Canada, couverture immédiate 24 heures par jour pour la chirurgie générale, la chirurgie spécialisée et les soins intensifs). Les services médicaux d'urgence locaux doivent avoir accès à l'installation pour une évacuation médicale rapide.

4,7 Contraintes

4.7.1 Normes et sécurité L'entrepreneur doit respecter les normes de sécurité du MDN, les ordres permanents des champs de tir, les PTT, etc. Au fur et à mesure que le MDN met à l'essai de nouvelles capacités, on s'attend à ce qu'une révision des normes soit modifiée de façon continue, au besoin.

4.8.2 Distances Les champs de tir, les circuits automobiles, les casernes, la salle à manger, etc. de l'entrepreneur doivent être situés dans un rayon de 25 milles ou 40,23 kilomètres du centre de l'installation.

4.8.3 LANGUE Toute la formation et tout le matériel doivent être fournis en anglais.

5.0 SECURITÉ

5.1 Hébergement Les logements doivent être dépourvus de caméras intérieures ou d'équipement de surveillance, y compris de systèmes de sécurité audiovisuels, afin de respecter la sécurité des communications et la sécurité opérationnelle des tactiques, techniques et procédures du MDN, des activités militaires, etc. Le MDN doit être clairement informé de tout autre endroit, comme les aires communes et les portes principales, où il y a des systèmes de sécurité.

5.2 Secteurs de formation L'entrepreneur doit s'assurer que le personnel du MDN dispose de l'usage exclusif des secteurs d'entraînement à l'intérieur de l'installation (p. ex., champs de tir, circuits, maisons de tir, secteur d'entraînement, etc.) qu'il a réservés ou commandés pour la durée de sa séance d'entraînement, à la seule exception des instructeurs de renforcement fournis par l'entrepreneur.

5,3 Enregistrements L'entrepreneur ne peut pas enregistrer ni conserver de photographies, de vidéos ou de renseignements permettant d'identifier le personnel du MDN au-delà de l'exécution de

séances d'entraînement individuelles. De tels enregistrements ne peuvent être effectués qu'avec l'autorisation de l'AL du MDN et doivent être détruits ou remis à l'AL du MDN à la fin de l'entraînement. Toute information sur les procédures, tactiques, techniques et capacités opérationnelles normalisées du MDN ne peut être conservée qu'avec la permission explicite de l'AL du MDN et le tout doit être conservé en lieu sûr en tout temps. Ces renseignements ne peuvent être communiqués à des organismes autres que le MDN sans le consentement écrit explicite de l'agent de liaison du MDN.

- 5,4 Non-divulgation** Tout le personnel de l'entrepreneur qui participe à la prestation de services au MDN doit signer une entente de non-divulgation, à compter de l'attribution du contrat jusqu'à son expiration.

6.0 SOUTIEN LOGISTIQUE DU MDN

6.1 Agent de liaison

Le MDN fournira un agent de liaison pour soutenir l'entrepreneur pendant toute la durée de l'entraînement.

6.2 Instructeurs

Le MDN fournira ses propres instructeurs pour la majeure partie de l'entraînement donné à l'installation de l'entrepreneur.

6.3 Intervention médicale d'urgence

Le MDN peut se déployer à l'emplacement de l'entrepreneur avec ses propres capacités médicales internes. Ces informations seront communiquées à l'entrepreneur avant la prestation des services.

6.4 Équipement

Les stagiaires du MDN apporteront leur propre équipement (y compris des armes et des munitions) lorsqu'ils effectueront un entraînement sur champ de tir avancé, et ils seront formés, qualifiés et leurs connaissances seront à jour sur les systèmes d'armes de base.

6.5 Voyages, rations et hébergement

Le MDN est responsable des déplacements à destination et en provenance de l'installation, ainsi que des rations ou de l'hébergement s'il est à l'extérieur du site.

ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT

Le paiement est un prix fixe tout compris en dollars américains (USD), FAB destination, excluant les taxes applicables, pour un lot ou une partie.

ANNULATION

Le MDN se réserve le droit d'annuler sans frais un entraînement de 15 jours civils ou plus avant la date de service prévue. En cas d'annulation quatorze (14) jours ou moins avant ces cours, les dispositions de remboursement suivantes s'appliquent :

Les cours annulés entre sept (7) et quatorze (14) jours avant le début des seront remboursés à la hauteur de 50 % de la valeur des cours;

Les cours annulés six (6) jours et moins avant le début des cours seront remboursés à la hauteur de 75 % de la valeur des cours;

Les annulations effectuées au début ou après le début de la formation seront remboursées à 100 % de la valeur des cours.

Barème de prix A – Besoin immédiat ferme qui constitue la base du contrat

Élément	Exigence	Description	Unité de sortie	Prix unitaire
1	Du 11 janvier 2019 au 24 février 2019 (utilisation – 45 jours)	Mise à disposition de salles de classe conformément à l'article 3.1.1 de l'EDT	par jour	\$ _____
2	Du 4 au 22 février 2019 (utilisation – 19 jours)	Fourniture d'une salle pour la pratique des techniques d'autodéfense conformément à l'article 3.1.2 de l'EDT	par jour	\$ _____
3	Du 11 janvier 2019 au 24 février 2019 (utilisation – 45 jours)	Fourniture d'une salle d'entreposage conformément à l'article 3.1.3 de l'EDT	par jour	\$ _____
4	Du 11 janvier 2019 au 24 février 2019 (utilisation – 1575 jours [45 jours x 35])	Fourniture de logement conformément à l'article 3.1.4 de l'EDT (par personne)	par personne et par jour	\$ _____
5	Du 11 janvier 2019 au 24 février 2019 (utilisation – 1575 jours [45 jours x 35])	Fourniture de repas conformément à l'article 4.5.1 de l'EDT	par personne et par jour	\$ _____

Barème de prix « B », Biens et services à fournir au fur et à mesure qu'ils sont autorisés par l'entremise du formulaire Autorisation des tâches DND 626. Toutes les utilisations et quantités sont des estimations qui ne doivent être utilisées qu'à des fins d'évaluation. L'entrepreneur facturera en fonction de l'utilisation réelle autorisée.

Périodes des prix :

Année 1 : de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2019
Année 2 : du 1er avril 2019 au 31 mars 2020

Élément	Estimation de l'utilisation par Année	Description	Unité de sortie	Prix unitaire Année 1	Prix unitaire Année 2
1	20 jours	Mise à disposition de salles de classe conformément à l'article 3.1.1 de l'EDT	par jour	\$	\$
2	20 jours	Fourniture d'une salle pour la pratique des techniques d'autodéfense conformément à l'article 3.1.2 de l'EDT	par jour	\$	\$
3	20 jours	Fourniture d'une salle d'entreposage conformément à l'article 3.1.3 de l'EDT	par jour	\$	\$
4	1575 jours	Fourniture d'un logement conformément à l'article 3.1.4 de l'EDT	par personne et par jour	\$	\$
5	1575 jours	Fourniture de repas conformément à l'article 4.5.1 de l'EDT	par personne et par jour	\$	\$
6	14 jours	Fourniture du champ de tir avec bâtiments conformément à l'article 3.2.1 de l'EDT	par jour	\$	\$
7	21 jours	Fourniture de 1 champ de tir plat conformément à l'article 3.2.2 de l'EDT	par jour	\$	\$
8	19 jours	Fourniture de 2 champs de tir plat conformément à l'article 3.2.2 de l'EDT	par jour	\$	\$
9	5 jours	Fourniture d'un champ de tir réactif au métal conformément à l'article 3.2.3 de l'EDT	par jour	\$	\$
10	5 jours	Fourniture d'un champ de tir à portée inconnue conformément à l'article 3.2.4 de l'EDT	par jour	\$	\$

11	14 jours	Fourniture d'un secteur d'entraînement avec bâtiments conformément à l'article 3.2.5 de l'EDT	par jour	\$	\$
12	20 jours	Fourniture d'un circuit automobile de conduite générale conformément à l'article 3.5.1 de l'EDT	par jour	\$	\$
13	20 jours	Fourniture d'un circuit automobile à double voie conformément à l'article 3.5.2 de l'EDT	par jour	\$	\$
14	15 jours	Fourniture d'un circuit automobile tactique conformément à l'article 3.5.3 de l'EDT	par jour	\$	\$
15	5 jours	Fourniture d'une zone de conduite hors route conformément à l'article 3.5.4 de l'EDT	par jour	\$	\$
16	45 jours (estimée basée sur 15 véhicules pour 3 jours)	Fourniture d'un véhicule d'entraînement principal conformément à l'article 4.5.3a de l'EDT	par véhicule par Jour	\$	\$
17	30 jours (estimée basée sur 15 véhicules pour 2 jours)	Fourniture d'un VUS conformément à l'article 4.5.3b de l'EDT	par véhicule par Jour	\$	\$
18	20 jours (estimée basée sur 10 véhicules pour 2 jours)	Véhicule d'entraînement tout-terrain 4 roues motrices conformément à l'article 4.5.3c de l'EDT	par véhicule par Jour	\$	\$
19	14 jours (estimée basée sur 7 véhicules pour 2 jour)	Fourniture de véhicules cibles consommables conformément à l'article 4.5.3d de l'EDT	par véhicule par Jour	\$	\$
20	12 jours (estimée basée sur 6 véhicules pour 2 jour)	Fourniture d'un véhicule blindé conformément à l'article 4.5.3e. de l'EDT	par véhicule par Jour	\$	\$

21	80 jours (estimée basée sur 10 instructeurs pour des périodes de 80 x 8 heures)	Fourniture d'un instructeur pour la formation des conducteurs conformément à l'article 4.1 de l'EDT	indemnité journalière	\$	\$
22	45 jours (estimée basée sur 1 personne pour 45 périodes de 8 heures)	Mise à disposition de personnel de sécurité au champ de tir conformément à l'article 4.4 de l'EDT	indemnité journalière	\$	\$
23	45 jours (estimée basée sur 1 personne pour 45 périodes de 8 heures)	Mise à disposition d'un gestionnaire conformément à l'article 4.2 de l'EDT	indemnité journalière	\$	\$
24	45 jours (estimée basée sur 1 personne pour 45 périodes de 8 heures)	Mise à disposition d'un coordinateur logistique conformément à l'article 4.3 de l'EDT	indemnité journalière	\$	\$

Élément	Estimation des dépenses par Année	Biens ou services non spécifiés ailleurs dans le Barème de prix	Pourcentage
25	10 000,00 \$	facturé au prix coûtant plus une majoration de	_____ %
26	10 000,00 \$	prix de détail suggéré moins un rabais de	_____ %

N° de l'invitation - Solicitation No.

W3048-19KE31/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W3048-19-KE31

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

KIN-8-50096

Id de l'acheteur - Buyer ID

kin615

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

N° de l'invitation - Solicitation No.
W3048-19KE31/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W3048-19-KE31

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50096

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W3048-19-KE31

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine National Defence		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction CANSOFCOM
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Driving and Shooting Package		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
W3048-19KE31/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W3048-19-KE31

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50096

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W3048-19-KE31

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)	
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? If Yes, indicate the level of sensitivity. Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : Document Number / Numéro du document :	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)	
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis	
<input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input checked="" type="checkbox"/> SECRET SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL
	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET
	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
Special comments: Commentaires spéciaux : _____	
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.	
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)	
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS	
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
PRODUCTION	
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)	
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
W3048-19KE31/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W3048-19-KE31

N° de la modif - Amd. No.
N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50096

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W3048-19-KE31

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉE			NATO				COMSEC				
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	
Information / Assets Renseignements / Biens				CONFIDENTIEL		TRES SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC TRES SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL	
Production															
IT Media / Support TI															
IT Link / Lien électronique															

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
W3048-19KE31/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W3048-19-KE31

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50096

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Contract Number / Numéro du contrat W3048-19-KE31
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION			
13. Organization Project Authority / Charge de projet de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Deane Gorsline, Capt		Title - Titre Capt	Signature
Telephone No. - N° de téléphone 613-838-4756 x 2487	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel Deane.Gorsline@forces.gc.ca	Date 28 September, 2018
14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Sasa Medjovic Senior Security Analyst Tel: 613-996-0286		Title - Titre DBSO - Industrial Security	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel E-mail: sasa.medjovic@forces.gc.ca	Date 2018-Oct-04
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?			<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes
16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.
W3048-19KE31/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W3048-19-KE31

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50096

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D »
ENTENTE DE NON-DIVULGATION

Je soussigné(e), _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je pourrais avoir accès à des renseignements fournis par le Canada ou en son nom relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série W3048-19KE31/001/KIN entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et le ministère de la Défense nationale, y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus, générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux.

Aux fins de la présente entente, les renseignements comprennent notamment, mais sans s'y restreindre, l'ensemble des documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres types de renseignements reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance durant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus, sauf à une personne employée par le Canada et qui a besoin de prendre connaissance de ces renseignements. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou verbale émise par le Canada, pour prévenir la divulgation de ces renseignements ou l'accès à ceux-ci en contravention au présent accord.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et que ces renseignements doivent demeurer la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

Je conviens que l'obligation énoncée dans la présente entente demeurera en vigueur à la fin du contrat portant le numéro de série W3048-19KE31/001/KIN.

Signature


Date

N° de l'invitation - Solicitation No.
W3048-19KE31/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W3048-19-KE31

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50096

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E »
FORMULAIRE MDN 626 AUTORISATION DE TÂCHES

 National Defence / Défense nationale		TASK AUTHORIZATION AUTORISATION DES TÂCHES	
All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. - N° du contrat	
		Task no. - N° de la tâche	
Amendment no. - N° de la modification		Increase/Decrease - Augmentation/Réduction	
Previous value - Valeur précédente			
To - À		<div>TO THE CONTRACTOR You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task. Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract.</div> <div>À L'ENTREPRENEUR Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande. Prérez d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.</div>	
Delivery location - Expédié à			
Delivery/Completion date - Date de livraison/d'achèvement			
Date		for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale	
Contract item no. N° d'article du contrat	Services	Cost Prix	
		GST/HST TPS/TVH	
		Total	
<div>APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS: The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract. NE S'APPLIQUE QU'ÀUX CONTRATS DE TPSGC : La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.</div> <div style="text-align: center;"><div>for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux</div><div>for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale</div></div>			

DND 626 (01-05) Design: Forms Management 2021-0302
Conception: Gestion des formulaires 2021-0302

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W3048-19KE31/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W3048-19-KE31

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50096

Id de l'acheteur - Buyer ID
kin615
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « F »
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES DE CERTIFICATION

1. Conseil d'administration

Conformément à la, Politique d'inadmissibilité et de suspension, section 17, les soumissionnaires doivent fournir la liste des membres de leur conseil d'administration. Les soumissionnaires offrants doivent fournir ces renseignements dans leur soumission.

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

2. Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA)

Conformément à la Section 2, Numéro d'entreprise - approvisionnement, des Instructions uniformisées, Les fournisseurs doivent détenir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'une offre à commande.

Numéro d'entreprise - approvisionnement - _____

Si les fournisseurs ne possèdent pas de NEA, les fournisseurs peuvent demander un NEA en direct à Données d'inscription des fournisseurs. Il est également possible de communiquer avec la LigneInfo au 1 800-811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W3048-19KE31/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W3048-19-KE31

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-8-50096

Buyer ID - Id de l'acheteur
KIN615
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « G » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE « H » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

ANNEXE « I » de la PARTIE 4 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS
EXIGENCES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

Les soumissionnaires doivent fournir dans leur soumission des documents prouvant qu'ils se conforment à toutes les exigences techniques obligatoires.

Critères	Critères d'évaluation obligatoires	Instructions aux soumissionnaires
TO.1	Généralité : Emplacement 1 (voir annexe A, paragraphe 2.1) : L'installation de l'entrepreneur doit : <ul style="list-style-type: none"> Être à moins de trois (3) heures de vol d'Ottawa (Ontario, Canada) (d'après les heures de vol publiées des compagnies aériennes commerciales) et à moins de 120,7 km (75 milles) de l'aéroport ainsi que dans le fuseau horaire de l'Est. 	Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins une (1) des cartes suivantes : une carte lisible qui définit clairement l'emplacement de l'installation de formation.
TO.2	Climat (voir annexe A, paragraphe 2.2) : L'installation du soumissionnaire doit être située dans une région où la température minimale moyenne en hiver n'est pas inférieure à -5 °C (23 °F) et la température maximale moyenne en été n'est pas supérieure à 35 °C (95 °F) pour faciliter des conditions propices à l'entraînement du conducteur et du tireur tactique pendant toute l'année.	Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins un (1) des éléments suivants : une brochure ou une carte lisible de l'emplacement de l'installation de formation et une liste des données sur la température moyenne qui démontre clairement le climat où se trouve l'installation de formation.

Critères	Critères d'évaluation obligatoires	Instructions aux soumissionnaires
TO.3	<p>Zone d'entraînement et champs de tir : Champs de tir avec bâtiments (voir annexe A, paragraphe 3.2.1 pour plus de détails) :</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir un (1) complexe de grande taille présentant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Permettant l'entraînement de jusqu'à 50 stagiaires• Un minimum de deux (2) bâtiments à plusieurs étages;• Être configurés pour soutenir l'entraînement aux munitions de simulation (c.-à-d. de marque Simunition®), de jour comme de nuit;• Permettre l'utilisation de la pyrotechnie;• Permettre d'avoir recours à des personnes jouant le rôle de « forces d'opposition »;• Avoir plusieurs configurations permettre l'entrée avec utilisation de charges explosives.• Être accessible par un minimum de quatre (4) véhicules pour la manœuvre tactique du personnel;• Offrir un minimum de quatre (4) types de cages d'escalier;• Comprendre différents types de cages d'escalier, intérieures et extérieures, y compris des cages fermées (pas d'espace entre les volées) et des cages ouvertes (espace entre les volées), ainsi que des cages murales et non murées avec mains courantes;• Avoir des contremarches, ouvertes et fermées;• Disposer d'un système de télévision en circuit fermé, d'aide audiovisuelle, de multiagencement et d'une aire pour donner de la rétroaction	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins un (1) des éléments suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte et des photographies détaillées, ainsi qu'un schéma qui définit clairement les champs de tir avec bâtiments.</p>
TO.4	<p>Zone d'entraînement et champs de tir : Salle pour la pratique des techniques d'autodéfense</p> <p>L'entrepreneur doit fournir ce qui suit entre le 4 et le 22 février 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none">c. Une salle pour la pratique des techniques d'autodéfense pouvant accueillir un minimum de vingt (20) stagiaires;d. Des tapis protecteurs approuvés pour l'entraînement aux techniques d'autodéfense dans les domaines des arts martiaux mixtes; ju-jitsu brésilien, judo, etc.	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins un (1) des éléments suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte et des photographies détaillées, ainsi qu'un schéma qui définit clairement la salle pour la pratique des techniques d'autodéfense.</p>

Critères		Critères d'évaluation obligatoires	Instructions aux soumissionnaires
TO.5	Zone d'entraînement et champs de tir : Champ de tir plat (voir annexe A, paragraphe 3.2.2 pour plus de détails) : Le soumissionnaire doit être en mesure de fournir un champ de tir présentant les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Des cibles situées entre 15 et 300 pieds ou entre 4 572 et 91,44 mètres de distance;• Au moins trente (30) couloirs de tir;• Deux tours de deux étages à l'arrière du champ de tir pour les plateformes de tir surélevées;• Un système de cible pneumatique ou mécanique qui s'adapte aux cibles mobiles et aux plaques tombantes pour un entraînement au tir au niveau tactique.	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins un (1) des éléments suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte et des photographies détaillées, ainsi qu'un schéma qui définit clairement le champ de tir plat.</p>	
TO.6	Installations d'insertion et d'extraction (voir annexe A, paragraphe 3.6 pour plus de détails) : L'entrepreneur doit fournir un terrain d'une superficie de 3 000 000 <i>m²</i> pour que les hélicoptères du MDN le survolent. Le terrain doit avoir les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Deux aires d'atterrissage d'hélicoptère en béton de 3 000<i>m²</i>;• Deux zones d'atterrissage d'hélicoptère en gravier ou en terre battue de 3 000<i>m²</i>;• Un secteur d'entraînement boisé d'une superficie de 1 000 000<i>m²</i> utilisable pour l'insertion d'hélicoptères dans les arbres;• Cinq champs ouverts d'une superficie totale de plus de 350 000<i>m²</i> pour accueillir d'autres sites d'atterrissage;• Une tour de répulsion;• Structures à deux ou quatre étages utilisables pour des insertions d'hélicoptères.	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins un (1) des éléments suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte et des photographies détaillées, ainsi qu'un schéma qui définit clairement les installations d'insertion/extraction.</p>	

Critères d'évaluation obligatoires		Instructions aux soumissionnaires
TO.7	<p>Zone d'entraînement et champs de tir : Plage de distance inconnue (voir annexe A, paragraphe 3.2.4 pour plus de détails) :</p> <p>Le soumissionnaire doit être en mesure de fournir une distance inconnue présentant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avoir une portée non marquée (minimum de 800 verges ou 731,52 mètres) avec un minimum de dix (10) couloirs de tir; • Inclure au moins un (1) bâtiment de deux (2) étages (avec différentes hauteurs de fenêtre à partir desquelles tirer); • Fournir une portée pour diverses armes et calibres jusqu'à un calibre de 0,50. 	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins un (1) des éléments suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte et des photographies détaillées, ainsi qu'un schéma qui définit clairement la portée de la distance inconnue.</p>
TO.8	<p>Champ de tir réactif au métal informatisé (voir annexe A, paragraphe 3.2.3 pour plus de détails) :</p> <p>Le soumissionnaire doit être en mesure de fournir un champ de tir réactif au métal informatisé présentant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comprendre au minimum, huit (8) couloirs de tir; • permettre de tirer avec différents types d'armes jusqu'au calibre 5,56 mm; • Comprendre diverses cibles en métal réactif informatisées à des distances variant entre 5 et 15 mètres; et • Un nombre illimité de combinaisons de cibles informatisées. 	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins un (1) des éléments suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte et des photographies détaillées, ainsi qu'un schéma qui définit clairement le champ de tir réactif au métal informatisé</p>

Critères		Critères d'évaluation obligatoires	Instructions aux soumissionnaires
TO.9		<p>Secteur d'entraînement et champs de tir : Secteur d'entraînement avec bâtiments (voir annexe A, paragraphe 3.2.5 pour plus de détails) :</p> <p>Le soumissionnaire doit être en mesure de fournir un secteur d'entraînement avec bâtiments présentant les caractéristiques qui suivent.</p> <ul style="list-style-type: none">• Contient une structure de combat en zone bâtie pouvant accueillir jusqu'à vingt-huit (28) membres du personnel de soutien :<ul style="list-style-type: none">○ le combat intérieur,○ le combat rapproché, et,○ pour la pratique et la confirmation des techniques d'ouverture de brèches et de protection d'un bâtiment.• Comprend un (1) ou plusieurs bâtiments qui assurent la protection balistique pour la sécurité du personnel qui se trouve dans des pièces distinctes;• Fournir des éléments d'infrastructure comme des portes, des murs et des fenêtres pour la formation sur les brèches à construire, à réparer ou à remplacer par l'entrepreneur, au besoin;• Comporter un podium pour les instructeurs;• Permettre l'utilisation de pièces pyrotechniques et d'armes conçues pour les maisons de tir, de calibres pouvant aller jusqu'à 7,62 mm (munitions frangibles, c.-à-d. se désintégrant);• Posséder un système de récupération de balles pour les engagements de haut calibre (jusqu'à 0,50);• Avoir un pavillon d'exercice de combat rapproché pouvant accueillir des tirs extérieurs de tireurs d'élite d'une distance d'au moins 200 mètres ou 656 128 pieds;• comprendre une enceinte extérieure pour l'ouverture de brèche en direct pouvant supporter une charge de 4 lb ou 1,814 kg.	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins un (1) des éléments suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte et des photographies détaillées, ainsi qu'un schéma qui définit clairement le secteur d'entraînement avec bâtiments.</p>

Critères	Critères d'évaluation obligatoires	Instructions aux soumissionnaires
TO.10	<p>Secteur d'entraînement et champs de tir : (voir annexe A, paragraphe 3.3.0.) :</p> <p>Le soumissionnaire doit être en mesure de fournir les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une formation de 24 heures sur 24 sur le feu réel et les explosifs, sans restrictions locales en matière de bruit. 	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins un (1) des documents suivants : une brochure ou une carte lisible, ainsi qu'une description de toute restriction relative au bruit dans la zone locale.</p>
TO.11	<p>Circuits automobiles (voir annexe A, paragraphes 3.5.1 à 3.5.4) :</p> <p>Le soumissionnaire doit être en mesure de fournir des types de circuits automobiles ayant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Circuit automobile de conduite générale pavée d'agréats mixtes (macadam, asphalte, béton, etc.); • Double voie de conduite pour permettre de rouler en ligne droite et dans les virages serrés (positif et négatif); • Circuit tactique revêtu d'agréats mixtes (macadam, asphalte, béton, etc.) permettant la conduite en double voiture et adaptée aux techniques décrites au paragraphe 2.2.2 ci-dessus; <ul style="list-style-type: none"> ○ Ce circuit doit être capable d'incorporer des intersections à quatre voies et des rues secondaires au besoin, ○ Ce circuit doit avoir des parties modifiables pour permettre le tir en direct à partir de véhicules. <p>La zone de conduite hors route doit avoir une boucle d'au moins 2,5 milles ou 4,02 km incluant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Côtes; -Plan d'eau (ruisseaux, ruisseaux pour le gué); -Zones boueuses; -Zones sablonneuses; -Terrain rocheux; -Gravier meuble; -Terrain ondulé : pentes (vers le haut), déclinaisons (vers le bas), inclinaisons (latérales) et pentes (vers le haut et vers le bas). 	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins un (1) des éléments suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte et des photographies détaillées, ainsi qu'un schéma qui définit clairement chacun des circuits automobiles.</p>

Critères d'évaluation obligatoires		Instructions aux soumissionnaires
TO.12	<p>SOUTIEN : Personnel de sécurité des champs de tir (voir annexe A, paragraphe 4.4) :</p> <p>Le soumissionnaire doit désigner une personne pour rencontrer quotidiennement l'agent de liaison du MDN afin de valider les exigences en matière de sécurité des champs de tir. Sur demande, le MDN peut demander le soutien du personnel de sécurité du champ de tir au fur et à mesure des besoins. Le personnel de sécurité au champ de tir doit posséder l'expérience suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Posséder un minimum de cinq (5) ans d'expérience opérationnelle dans des opérations militaires ou d'application de la loi; • Avoir géré des champs de tir et d'entraînement tactiques pendant au moins deux (2) ans; et • N'avoir aucun « trou » dans leur période de qualification ou de certification en lien avec leurs qualifications ou leur certification liée au tir et à la conduite tactiques à un niveau avancé. 	Le soumissionnaire doit fournir le curriculum vitæ (CV) de deux (2) coordonnateurs/agents de la sécurité des champs de tir en poste à l'installation qui possèdent les certifications et une expérience de travail.
TO.13	<p>SOUTIEN : Gestionnaire de programme (voir annexe A, paragraphe 4.2)</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir un gestionnaire du programme ayant l'expérience suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Posséder un minimum de trois (3) ans d'expérience en formation militaire ou en application de la loi; et • Avoir suivi une formation militaire ou policière pendant au moins trois (3) ans. 	Le soumissionnaire doit fournir le curriculum vitæ (CV) du gestionnaire de programme actuel à l'installation qui possède les certifications et l'expérience de travail.
TO.14	<p>SOUTIEN : Coordonnateur de la logistique (voir annexe A, paragraphe 4.3)</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir un gestionnaire de la logistique ayant l'expérience suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un minimum de trois (3) ans d'expérience en formation militaire ou en application de la loi; • Une formation militaire ou sur l'application de la loi depuis au moins trois (3) ans. 	Le soumissionnaire doit fournir le curriculum vitæ (CV) du coordonnateur de la logistique actuel à l'installation qui possède les certifications et l'expérience de travail.

Critères	Critères d'évaluation obligatoires	Instructions aux soumissionnaires
TO.15	<p>Soutien logistique : Rations (voir annexe A, paragraphe 4.5.1)</p> <p>Le soumissionnaire doit être en mesure de fournir au MDN, pour la durée de l'entraînement, les rations de soutien suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">Sur demande, le soumissionnaire doit fournir jusqu'à trois (3) repas par jour dans une salle à manger suffisamment grande pour accueillir 50 personnes.	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité en utilisant au moins un (1) des éléments suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte et des photographies détaillées, ainsi qu'un schéma qui définit clairement le soutien en matière de ration à son installation.</p>
TO.16	<p>Soutien logistique : Véhicules (voir annexe A, paragraphe 4.5.3)</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir l'accès à une variété de véhicules pour donner l'entraînement en matière de conduite selon les types et les caractéristiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">Véhicule d'entraînement principal (berline 4 portes avec transmission automatique), quantité quinze (15);Véhicule utilitaire sport (avec transmission automatique), quantité dix (10); Au moins six (6) d'entre eux doivent avoir un centre de gravité élevé (c.-à-d. un véhicule de type suburbain);Véhicule d'entraînement hors route (4x4, transmission manuelle), quantité dix (10);Véhicules cibles consommables (véhicules non opérationnels à utiliser comme véhicules de blocage ou de barricade sur lesquels il est possible de tirer ou qui peuvent être percutés), quantité sept (7);Six (6) véhicules pouvant subir des dommages matériels lors de l'exercice de techniques de conduite, telles que l'enfoncement lors de passage à travers de barricades et d'attaque simulée simple ou multiple et la réaction d'évitement. Il n'y aura aucuns frais pour tout dommage encouru sur ces véhicules durant leur utilisation par le MDN.	<p>Le soumissionnaire doit démontrer clairement sa conformité au moyen d'au moins un (1) des documents suivants : une brochure lisible ou une liste de véhicules qui indique clairement le type et les détails des véhicules.</p>

Critères d'évaluation obligatoires		Instructions aux soumissionnaires
TO.17	<p>Critères d'évaluation obligatoires</p> <p>Soutien logistique : Intervention médicale/d'urgence (voir annexe A, paragraphe 4.6)</p> <p>Les installations doivent se trouver à moins de 60 km (40 milles) d'un hôpital civil doté de capacités d'intervention en cas de traumatisme appropriées et capable de traiter les types de blessures (p. ex. chutes, brûlures, blessures par explosion, etc.) qui peuvent être occasionnées en raison de ce type d'entraînement. L'hôpital doit avoir une capacité minimale de niveau 2 (selon l'American Trauma Society et Agrément Canada, couverture immédiate 24 heures par jour pour la chirurgie générale, la chirurgie spécialisée et les soins intensifs). Les services médicaux d'urgence locaux doivent avoir accès à l'installation pour une évacuation médicale rapide.</p>	<p>Le soumissionnaire doit le démontrer en soumettant un écran imprimé d'une application de cartographie GPS en ligne qui démontre clairement la distance entre l'établissement et l'hôpital, ainsi qu'une copie du plan d'intervention médicale d'urgence.</p>
TO.18	<p>Contraintes : Distances (voir annexe A, paragraphe 4.8.2)</p> <p>Les champs de tir, circuits automobiles, les casernes, la salle à manger, etc. du soumissionnaire doivent être situés dans un rayon de 25 milles ou 40,23 kilomètres du centre de l'installation.</p>	<p>Le soumissionnaire doit le démontrer en soumettant un écran imprimé à partir d'une application de cartographie GPS en ligne qui démontre clairement la distance radiale entre les champs de tir, les circuits automobiles, la salle à manger, etc., et le centre de l'installation.</p>